
Documents sauvegardés

Dimanche 7 mars 2021 à 18 h 03

1 document

Sommaire

Documents sauvegardés • 1 document

Les Echos	30 novembre 2016 Le parcours du combattant des étudiants indiens ... matin ? » En cette fin août, la mousson bat son plein, les rues de Delhi prennent des allures de rivière, et John Kerry, ex-secrétaire d'Etat américain, en visite en Inde, interpelle ...	3
-----------	---	----------

LesEchos

Nom de la source

Les Echos

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Nationale

Provenance

France

p. 12



Mercredi 30 novembre 2016

Les Echos • no. 22329 • p. 12 • 1678 mots

Le parcours du combattant des étudiants indiens

MARJORIE CESSAC

Déjà estimée à près de 35 millions de personnes, la population étudiante indienne devrait encore doubler d'ici à 2030. Un défi titanesque dans un pays qui veut progresser dans les palmarès internationaux, mais manque toujours d'universités et de professeurs de qualité.

Etes-vous venus en barque ce matin ? » En cette fin août, la mousson bat son plein, les rues de Delhi prennent des allures de rivière, et John Kerry, ex-secrétaire d'Etat américain, en visite en Inde, interpelle, avec humour, un parterre de jeunes geeks enthousiastes. A l'Institut indien de technologie (IIT) de Delhi, l'une des plus grandes écoles publiques d'ingénieurs, l'aléa climatique n'est qu'un challenge parmi tant d'autres. Pour être là où ils sont, ces étudiants méritants ont dû braver bien des tempêtes. A commencer par une sélection impitoyable. 1,3 million de candidats se présentent, chaque année, à l'examen d'entrée. IIT Delhi n'en sélectionne que 1.000. D'autres - 10.000 en tout - rejoignent les 23 instituts que compte le réseau dans tout le pays.

Et pourtant le constat est amer. Aussi prestigieux soit-il, l'institut reste peu visible dans les colonnes des palmarès mondiaux. « Globalement, l'ensemble des classements nous situent au 179 rang », déplore Ramgopal Rao, son directeur. Le gouvernement n'est pas insensible à ce retard et compte bien changer les choses. Les affiches placardées dans les couloirs de l'école en

attestent. Elles invitent les étudiants du Bangladesh, d'Ethiopie, du Népal, de Singapour, du Sri Lanka, des Emirats arabes unis, à se présenter, dès mars prochain, aux sélections. « On nous demande d'attirer plus d'étudiants étrangers. Alors, maintenant, nous faisons passer les examens d'entrée dans d'autres pays », ajoute le directeur.

L'Institut a également reçu le feu vert pour recruter des professeurs étrangers. « Nous sommes désormais autorisés à faire des contrats sur cinq ans, dans le domaine des sciences et de l'ingénierie notamment, c'est tout nouveau. On a 200 postes vacants et à IIT Bombay, c'est la même chose. » L'objectif de la manoeuvre ? Satisfaire aux exigences des palmarès, qui, dans leurs évaluations, prennent en compte l'exposition internationale. IIT Delhi veut figurer dans le Top 100 d'ici à trois ans. L'institut sera sans doute l'un des 10 établissements que le gouvernement veut promouvoir parmi les meilleurs d'ici à cinq ans. Un défi de taille. Selon le Times Higher Education World University Ranking, par exemple, la Chine est pour l'heure le seul pays des grands émergents (BRIC) dont trois universités figurent dans ce Top 100 !

© 2016 Les Echos. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Un secteur ultrasélectif

Cette course à la reconnaissance internationale se fait dans un environnement plus que tendu. Aujourd'hui, le sous-continent détient, en nombre d'institutions, le plus grand système éducatif au monde, avec plus de 730 universités et 45.000 collèves. Pourtant, celui-ci paraît d'ores et déjà sous-dimensionné par rapport aux besoins. Évaluée à 35 millions de personnes, la population étudiante devrait être amenée à doubler d'ici à 2030. De quoi exacerber une compétition déjà très forte. « Il n'y a pas assez de places, pour accéder aux meilleurs établissements, la sélection est terrible, il faut obtenir une moyenne de l'ordre de 90 % à 100 % selon le système anglo-saxon », souligne Sapna Sachdeva, l'adjointe de l'attachée de la coopération universitaire. « Ce pourcentage est calculé de plusieurs manières. En tenant compte des meilleures notes obtenues au bac ou en ne comptabilisant que celles des matières liées au domaine intéressant l'étudiant. » A Ambedkar University, par exemple, les étudiants doivent obtenir 100 % dans cinq matières différentes ! « Il existe cependant plusieurs vagues de tris sélectifs », nuance-t-elle. Si la première ne remplit pas suffisamment les classes, la seconde est lancée avec des moyennes revues à la baisse et ainsi de suite. »

Pour certains, le manque d'opportunités est accentué par les avantages dont bénéficient certaines castes depuis l'indépendance. Environ 50 % des places sont réservées aux catégories dites les moins favorisées. Au rang desquelles les dalits et les tribus. Un système que certains Indiens d'autres castes, mais de classe moyenne, obligés, faute de places, d'envoyer leurs enfants dans le privé, jugent dépassé, voire injuste. «

Beaucoup d'étudiants brillants issus des catégories générales n'ont pas de place à cause de cette loi », explique Ronny, étudiant à l'université de Calcutta. Lui-même s'est vu fermer des portes juste pour quelques notes et parce qu'il ne bénéficie pas de réservation. « En Inde, ces quotas sont devenus des traditions familiales. Ils se passent de génération en génération. Même si vous êtes riche, vous pouvez bénéficier de tout un tas d'avantages si vous faites partie des quotas. A l'inverse, un candidat pauvre qui travaille dur ne pourra pas en profiter s'il n'en fait pas partie. C'est la situation économique qui devrait être prise en compte... »

Dans ce contexte, l'une des urgences reste le recrutement de bons profs. « Compte tenu de la croissance attendue du taux de scolarisation, il va nous falloir doubler le nombre de professeurs d'ici à dix ans, et ce, tout particulièrement dans le domaine de l'ingénierie et des MBA », pointait, dans le quotidien « Economic Times », Nikhil Sinha, ancien vice-président de Shiv Nadar University. Les enjeux sont de taille. Selon Mohandas Pai, président de Manipal Global Education, « il y a environ 35.000 thésards qui sortent chaque année et seuls 6.000 d'entre eux vont ensuite enseigner ». A quoi cela tient-il ? A l'inadéquation entre les spécialités disponibles et celles qui sont recherchées. Au système de quotas (le même que pour les étudiants). Mais aussi à des rouages souvent corrompus. Toujours à Calcutta, Binoda Mishra, directeur du Centre d'études sur les relations internationales et le développement, évoque le « favoritisme » qui gangrène les universités publiques. « Les fonds pourraient être davantage mobilisés, mais en raison du népotisme qui imprègne le mode de recrutement, c'est la médiocrité qui

l'emporte sur la qualité », relève-t-il. Un climat qui pénalise les étudiants. Malini et Sameera viennent de finir leur thèse. Et sont candidates à des postes d'enseignant, mais sans grande illusion : « C'est très politique, regrettent-elles, surtout à Delhi. La plupart des postes sont déjà achetés et, si on ne connaît pas la bonne personne, ce n'est même pas la peine de se présenter. » Du coup, les meilleurs tentent leur chance ailleurs. « Lors d'une réunion dans une université du Karnataka, un prof disait d'un de ses collègues : Il n'est pas bon, s'il l'était, il serait sans doute dans une boîte privée en train de gagner trois fois plus ! » raconte un chercheur. Cette anecdote est assez révélatrice : les profs ne sont pas toujours bons, ni bien payés, les meilleurs partent là où l'herbe est plus verte. »

Le privé gagne du terrain

Cette pénurie n'a pas échappé à l'oeil avisé des hommes d'affaires. Si les Tata et Birla ont été, dès le début du siècle, les premiers grands industriels à ouvrir des universités et des instituts privés, depuis, la plupart des businessmen, un peu fortunés, ont fait de même. A Sonapat, dans l'Haryana, de longs bâtiments de verre couverts d'armatures en acier, émergent encore flambant neufs sur un terrain où de jeunes arbres ont été plantés. OP Jindal University est née en 2009. A son origine ? Une rencontre. Celle de Naveen Jindal, un des grands patrons de l'aciérie indienne, et de C. Raj Kumar, un universitaire au parcours stellaire. Formé dans les plus grandes écoles anglo-saxonnes, Kumar a un rêve : « Créer l'Oxford indien. » Depuis son lancement, l'université dirigée par ce dernier joue à fond la carte de l'international : 155 partenariats avec des établissements étrangers ont été noués. Et

35 nationalités différentes s'y côtoient. « En janvier, 20 étudiants chinois sont venus ici, en immersion, pendant trois semaines et Tsinghua, leur université, souhaite rééditer l'expérience », expliquent Roger et Jasmine Chi-feng Liu, un couple de profs américains d'origine taïwanaise. Un premier étudiant chinois doit d'ailleurs dès l'an prochain commencer un MBA sur le campus.

Depuis 2009, les projets de ce type se sont développés. Et nombreux sont les grands patrons à avoir apposé leur nom sur une université ou un institut. Entre autres, Azim Premji, le patron du groupe Wipro, Shiv Nadar, celui de HCL, Sunil Munjal d'Hero Group. Et plus récemment, Baba Ramdev. Cet été, le gourou, qui dirige un empire bâti sur des produits ayurvédiques, en pleine ascension, a lui aussi annoncé son intention d'ériger son campus international sur les bords du fleuve Yamuna à New Delhi. Visibilité, image de marque, activité philanthropique... Les motifs de cet engouement sont multiples et parfois pas des plus avouables. « Les universités et les écoles sont des _charity business" qui ne fonctionnent qu'avec des donations et donc aussi beaucoup de _black money" », déplore le patron d'une ONG. D'ailleurs, l'appât du gain a également eu pour conséquence de faire pousser à chaque coin de rue des myriades d'établissements sans références, chers et de mauvaise qualité.

Dans ce « business », le prix du terrain compte pour 60 à 80 % du coût de l'établissement. « En vendant la terre aux plus offrants, le gouvernement a créé un système dans lequel seuls les plus riches peuvent ouvrir des écoles, ce qui génère des frais de scolarité très élevés », remarque un homme d'affaires indien. A Jindal, par exemple, ils évoluent en

moyenne autour de 4-5 lakhs (5.000-7.000 euros) par an, sans les frais de logement et de nourriture. Certains bénéficient de bourses ou de remises, mais, globalement, seuls les plus aisés peuvent s'acquitter d'une telle somme. « Que le privé gagne du terrain, cela paraît nécessaire, mais il faudrait que chaque établissement ait un quota de personnes modestes afin que les familles dans l'incapacité de payer des donations de plusieurs lakhs en espèces ne soient pas discriminées », suggère un père de famille. Le sujet mérite d'être débattu. Car, à l'allure où vont les choses, près de 85 % de l'enseignement supérieur pourrait être privatisé à l'horizon 2030, contre 60 % actuellement. Sans compter que ceux qui en ont vraiment les moyens continueront de se former à l'étranger. En 2015, 300.000 étudiants indiens ont choisi cette option : « En mobilité, leur nombre croît désormais plus vite que celui de la Chine », confirme Sapna Sachdeva. La France l'a bien compris. Elle met désormais cette diplomatie d'influence en tête de ses priorités. Environ 4.000 Indiens ont récemment étudié dans l'Hexagone. Le but est d'en attirer 10.000 d'ici à 2020.